

Il n'y a pas de liberté sans liberté de la presse

par Robert Ménard

Secrétaire général de Reporters sans frontières

Défendre la liberté de la presse et notamment les journalistes emprisonnés dans le monde, c'est la mission de Reporters sans frontières depuis maintenant plus de vingt ans. Il ne s'agit pas d'un combat corporatiste - des journalistes qui défendent d'autres journalistes - mais de faire en sorte que chacun dispose d'une information honnête et fiable, sans laquelle il est illusoire de parler de démocratie, d'élection et de liberté. Faut-il le rappeler encore une fois : il n'y a pas de liberté sans liberté de la presse.

Mais aujourd'hui le monde va mal. Quelques chiffres suffisent à prendre la mesure de cette dégradation. Plus de 120 journalistes sont toujours détenus, souvent dans des conditions très difficiles. A cette trop longue liste, il faut ajouter près de 70 cyberdissidents, ces hommes et ces femmes qui utilisent Internet pour plaider en faveur de plus de liberté dans leur pays. Chaque année, des dizaines de reporters sont tués. En Irak, pour ne citer que ce seul exemple, près de trois fois plus de journalistes ont trouvé la mort depuis le début du conflit, en mars 2003, soit plus que durant les vingt années de la guerre du Vietnam. Quant aux journalistes malmenés, battus, agressés, ils se comptent par centaines...

Et puis, bien sûr, il faut parler des prises



d'otage qui se multiplient. Nous avons tous en tête les noms de Georges Malbrunot, Christian Chesnot, Florence Aubenas ou Daniele Mastrogiacommo. Mais beaucoup d'autres journalistes ont été kidnappés sans qu'on en parle ou presque. En Irak encore - plus de soixante dix au total - mais aussi en Colombie ou à Gaza. A l'heure où ces lignes sont écrites, treize journalistes sont toujours détenus du côté de Bagdad, et Alan Johnston de la BBC est otage à Gaza.

Voilà pour les grandes lignes. Qu'un autre chiffre résume à sa manière : sur les 192 Etats membres des Nations unies, plus de la moitié bafouent la liberté de la presse. Les mêmes siègent dans les instances de l'ONU chargées de défendre les droits de l'homme. Une mascarade !

Que peut-on faire ? Beaucoup plus qu'on ne le pense. Tous ces régimes autoritaires, dictatoriaux, voire totalitaires, ne sont pas aussi insensibles à la critique qu'ils veulent bien le laisser croire. Beaucoup d'entre eux ont besoin de l'argent des grands Etats démocratiques ou d'instances internationa-

les comme la Commission européenne. C'est dire que toute mauvaise publicité peut se traduire par des difficultés à réunir les subsides qui leur permettront de boucler leur budget. Nous nous employons donc à dévoiler leurs arriè-

re-pens, l'envers de leur décor. Non sans succès : les mises à l'index de régimes comme le Belarus, le Turkménistan ou le Zimbabwe témoignent que les dénonciations des organisations non gouvernementales finissent par être entendues.

Mais à plus court terme, nous nous devons d'apporter une aide concrète à tous ceux qui sont victimes de ces régimes plus oppressifs les uns que les autres. A Cuba, par exemple, les familles de la vingtaine de journalistes détenus - dont certains ont été condamnés à des peines de plus de vingt ans de prison - ont besoin d'argent pour se déplacer jusqu'aux centres pénitentiaires situés - est-ce un hasard ? - à l'autre bout de l'île. Ailleurs, il faut payer des cautions, des avocats, des médecins et des médicaments pour les plus mal-en-point. C'est ce travail au jour le jour, que mènent les équipes de Reporters sans frontières dans les 130 pays où nous sommes présents. ■

Toute l'actualité de la liberté de la presse sur www.rsf.org